

Morts par balle à Laayoune pour avoir voulu tenter de quitter le Maroc Maltraitements et refoulements massifs à Oujda

Les dérives de la chasse aux migrants au nom de la protection des frontières de l'Europe

Près de deux ans après les dramatiques événements de Septembre-octobre 2005 où 11 personnes avaient été abattues par balle pour le simple fait de franchir les grillages qui les séparaient des deux enclaves de Ceuta et Mellila, **deux personnes sont mortes** la nuit du 30 au 31 Juillet 2007 sous les tirs des forces de l'ordre marocaines alors qu'elles tentaient de prendre la mer depuis les côtes de Laayoune dans le sud du Maroc. **Deux autres personnes seraient grièvement blessées** .

Quelques jours plus tôt, à Oujda, les forces de l'ordre marocaines, ont lancé une grande opération de ratissage contre des ressortissants de pays subsahariens (migrants et demandeurs d'asile) installés au **campus de Oujda**. Cette nouvelle opération d'envergure s'est soldée par **l'arrestation de plus de 450 personnes**.

Profitant des vacances scolaires et de l'absence des étudiants de l'université d'Oujda, les forces de l'ordre ont effectué une descente sur le campus très tôt le matin du 26 juillet 2007. Les témoignages recueillis auprès de certains migrants et demandeurs d'asile rescapés, et auprès des jeunes marocains du quartier avoisinant le campus, rapportent qu'environ vers 4h du matin, des policiers, militaires et forces auxiliaires ont encerclé les migrants, et ont commencé à les arrêter, maltraiter et matraquer violemment avec des ceintures et des bâtons en caoutchouc durci avant de les embarquer dans leurs fourgonnettes. Les personnes ayant réussi à fuir le campus vers la forêt avoisinante se sont retrouvées pourchassées par les forces de l'ordre, dont certaines étaient accompagnées de chiens. Les forces de l'ordre ont fait passer le camp au bulldozer et ont détruit, brûlé tout ce qu'il y avait. D'après certaines informations, un certain nombre de migrants arrêtés qui se trouvaient sur le campus avaient été précédemment interpellés à Laâyoune et refoulés jusqu'à Oujda et étaient déjà très affaiblis. Suite à cette opération, il y aurait **plusieurs blessés**.

Les ressortissants de pays subsahariens arrêtés ont été conduits, dans un premier temps, au commissariat de police de Oujda, où leurs téléphones ont été **confisqués**, avant d'être embarqués dans des fourgonnettes de police et conduits hors de la ville en direction de la frontière, à proximité de la zone de « Galla ». Parmi ces personnes refoulées, il y avait au moins **six (6) femmes et deux (2) enfants** dont l'un est **âgé de 4 ans**.

Oujda est devenu, depuis quelques années, **un grand centre de détention à ciel ouvert**, les migrants, demandeurs d'asile et réfugiés, y sont reconduits de toutes les régions et sont empêchés de rejoindre le reste du Maroc, au moyen de **barrages militarisés** et de campagnes de **dissuasion auprès des transporteurs** . Les procédures pourtant prévues par la loi marocaine n'y sont pas appliquées et les opérations de ratissage et d'arrestations y sont fréquentes. Les habitants de Oujda et les militants de la société civile qui se solidarisent des ressortissants subsahariens (migrants, demandeurs d'asile et réfugiés) subissent des **intimidations** de la part des autorités locales et sont empêchés de leur venir en aide.

Avec ces nouveaux morts par balles et ces **expulsions collectives**, les responsables Marocains affirment leur mépris face aux engagements internationaux qu'ils ont pourtant souscrit et ratifié, **le Maroc** s'inscrit de manière ostentatoire dans **la politique de répression des flux migratoire voulue par l'Union européenne** et l'applique avec excès de zèle.

Les organisations signataires, dénoncent ces agissements qui portent gravement atteinte à la dignité humaines pour le seul compte des Etats européens et exigent le **renoncement à l'idéologie sécuritaire** et répressive qui oriente aujourd'hui la gestion des flux migratoires, notamment au niveau des contrôles aux frontières, des restrictions à la liberté de circulation des personnes et de la criminalisation des migrations.

Nous avertissons les responsables de tout bords, quant aux risques qu'encourent les ressortissants subsahariens, notamment les femmes et enfants mineurs, au niveau des zones frontalières où ils sont reconduits.

Nous demandons que la mise en place d'une **enquête approfondie, impartiale et publique** du déroulement des faits à Laâyoune, **ainsi que la libération des personnes arrêtées** et la restitution de tous les biens qui leur ont été confisqués dans le commissariat de Oujda.

Premiers signataires :

ABCDS (Association Beni Znassen pour la culture, le développement et la solidarité), **AFVIC** (Association amis et familles des victimes de l'immigration clandestine), **ARCOM** (association des réfugiés et demandeurs d'asile congolais au Maroc), **ATTAC-Maroc**, **Cimade**, **CMSM** (Conseil des migrants subsahariens au Maroc), **Fluechtlingsrat Hamburg** (Conseil des réfugiés Hamburg), **GADEM** (groupe antiraciste d'accompagnement et de défense des étrangers et migrants), **Homme et environnement**, **RSF Maroc** (Réfugiés sans frontière)